Section départementale du Var
Bourse du travail
13, Avenue Amiral Collet
83000 Toulon
Téléphone : 04 94 93 04 40
Télécopie : 09 70 60 20 27
Mobile : 06 07 85 66 30
Adresse électronique :fsu83@fsu.fr

FSU
Fédération Syndicale Unitaire

CSA SD du 29 août 2025

Monsieur l'Inspecteur d'académie – DASEN,

La FSU vous souhaite, ainsi qu'à l'ensemble des personnels de la DSDEN du Var, une bonne rentrée scolaire, bien que le contexte dans lequel elle s'inscrit, soit explosif.

Sans parler de la situation internationale toujours aussi tendue, anxiogène et scandaleuse, comme à Gaza, où la prise de conscience face à la famine en cours et face à la nécessité de reconnaître un État palestinien doit très rapidement amener à un arrêt de la guerre dans le respect du droit international, la société française connaît un état d'ébullition, que les annonces budgétaires pour 2026 ne sont pas près d'apaiser. Les mesures néolibérales éculées, annoncées mi-juillet et répétées ce lundi, par le premier ministre Bayrou, qui semble le seul à se penser capable de remporter un vote de confiance, sont un remède de choc, brutal et injuste car préservant les ultrariches, majoritairement rejeté par la population, laquelle est profondément attachée à la justice sociale et fiscale, ainsi qu'à des services publics de qualité. Alors que 24% de la hausse de la dette depuis 2017 est due aux cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux ménages les plus aisés, ce qui est proposé par le gouvernement, c'est le sacrifice du monde du travail, des retraité·es et du modèle social français : suppression de deux jours fériés, coupes dans les services publics, remise en cause du droit du travail, énième réforme de l'assurance chômage, gel des prestations sociales et des salaires des fonctionnaires comme des contractuel·les, désindexation des pensions de retraites, doublement des franchises médicales, etc. sont toutes des mesures que la FSU ne laissera pas passer. La pétition unitaire, lancée par l'intersyndicale au grand complet, demandant leur abandon a recueilli en un mois plus de 350 000 signatures. Dans la perspective des actions qui seront proposées lors de la réunion intersyndicale d'aujourd'hui, la FSU continuera à informer et à mobiliser pour les jours et semaines qui viennent.

En cette année de 80e anniversaire de la Sécurité sociale, la FSU continue dans sa lutte pour préserver ce pilier de notre contrat social, fondé sur le partage et la solidarité nationale, face

à toutes les mesures libérales qui le remettent en cause. Après des couacs informatiques, les fonctionnaires verront à partir d'octobre leur rémunération diminuer de 10% en congé maladie. Comme le jour de carence, cette mesure, visant à faire des économies sur le dos des malades et des précaires, doit être abandonnée. La Fonction publique ne doit pas être vue uniquement sous l'angle des coûts qu'elle génère, mais plutôt être défendue pour les richesses, matérielles et immatérielles qu'elle crée. Les coupes dans la plupart des budgets ministériels, la suppression de 3 000 emplois publics en 2026 et le non-renouvellement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite dès 2027, sont des projets intolérables, visant à toujours dégrader les services publics. À l'heure où les investissements sont plus qu'urgents pour répondre aux défis de santé, d'éducation, d'environnement (notamment contre les bouilloires thermiques que sont les établissements scolaires), affaiblir l'État et les services publics, c'est nourrir l'extrême droite et la droite extrême, qui, de manière cynique et hypocrite, cherchent à capter le mécontentement de ceux qui ne se sentent plus protégés par l'État social et protecteur, garant de l'égalité et de l'équité.

Dans l'Éducation nationale, le budget d'austérité présenté est à rebours des besoins constatés et revendiqués sur le terrain depuis des années. Le personnel souffre au quotidien du manque de moyens, et la perspective n'est donc pas à l'amélioration. Cela vient s'ajouter à un des symboles significatifs de l'affaiblissement du service public d'Éducation qu'est la crise d'attractivité que connaissent les emplois, notamment dans l'enseignement. Une nouvelle fois de nombreux postes ne sont pas pourvus aux concours, boudés par les étudiant·es. Au niveau national, pour la rentrée 2025, 883 places sont perdues dans le 2nde degré aux CAPES et CAPET, soit 9% toutes disciplines confondues (avec 253 restées vacantes en Mathématiques et 96 en Physique-Chimie, on atteint 1 poste perdu sur 4 !), et 238 aux CAPLP (40 vacantes en Biotechnologie santé environnement ou encore 81 Maths-Sciences, soit 45% des places perdues lors des deux dernières sessions !). Dans le 1er degré, ce sont 917 recrutements qui sont manqués nationalement par manque de candidats. Y compris dans notre académie le vivier de candidat·es est de moins en moins important. Les deux réponses brandies par le ministère sont à tout le moins insuffisantes, si ce n'est mauvaises, voire dangereuses. L'embauche de contractuel·les, parfois via les petites annonces, à qui l'Institution n'offre gracieusement que deux jours de formation avant de se retrouver devant les élèves, ne peut être une réponse à la crise de recrutement. Pas plus que la réforme précipitée et sans concertation des concours de professeur·es, qui appelle *a minima* un moratoire pour être discutée sérieusement et sereinement : dans le 1er degré, avec un recrutement spécifique aux titulaires de la nouvelle Licence Professorat des écoles, elle crée, par exemple, une iniquité entre candidat·es aux concours ; dans le 2nd degré, elle s'annonce appliquée sans tenir compte de la diversité des disciplines, des concours et des affectations. Quoi qu'il en soit, aucune réforme ne pourra régler la crise de recrutement sans réelle augmentation des salaires, ni sans amélioration des conditions de travail. Encore une fois, l'incantation, que l'on doit à l'ancien ministre Attal, d'« un professeur devant chaque classe », restera du domaine de l'illusoire et hélas du risible. Sans parler du manque de remplaçant·es ou d'enseignant·es spécialisé·es type RASED, ou encore d'AESH, pour lesquel·les la FSU tient à rappeler son exigence de création d'un corps, avec un véritable statut, une carrière, une rémunération digne, des droits à la formation et à la mobilité, permettant de sortir ces collègues d'une précarité structurelle.

Même si l'ordre du jour de ce CSASD concerne le 1er degré, la FSU souhaite alerter sur la fatigue, la perte de sens vis-à-vis de leurs métiers et l'inquiétude que ressentent les

personnels du 2nd degré en cette nouvelle rentrée, non seulement vis-à-vis du manque de moyens matériels et humains, malgré les quelques ajustements de dotations du mois de juillet – la FSU remercie l'ensemble des services pour la communication de ces éléments –, mais aussi vis-à-vis des réformes imposées, qui dégradent le rapport aux élèves et contribuent à accroître les inégalités. La FSU continue d'exiger l'abandon total, pour remise à plat, des réformes du LGT, du LP, du baccalauréat, et du collège, notamment ces groupes de niveau dont quasiment tout le monde conteste désormais l'intérêt et constate l'impact négatif sur les élèves et le fonctionnement des établissements ou encore la période différenciée en Terminale professionnelle et l'avancée des examens du Bac pro, qui sont un fiasco. Les perpétuels ajustements de ces réformes, proposés chaque année par le ministère, sont aussi inutiles que néfastes. Enfin, la FSU souhaite attirer Monsieur l'Inspecteur d'académie – DASEN du Var, sur les retours que nous avons de la part de collègues TZR retrouvant affecté·es à l'année sur des supports problématiques, voire susceptibles de nuire à leur état de santé. Il s'agit de jumelages et de « trumelages » particulièrement éloignés ; et il semble que les directions des établissements n'aient pas été capables de faire aux collègues des emplois du temps permettant d'éviter la fréquence des déplacements. La FSU vous alerte donc sur la responsabilité de l'Institution vis-à-vis des risques pesant sur les collègues, qui pourraient se retrouver rapidement usé·es par de telles affectations.

Pour cette rentrée dans le 1er degré, la FSU demande l'abandon des nouveaux programmes de Français et de Mathématiques et maintient sa consigne de blocage des évaluations nationales. Ces nouveaux programmes ont en effet été conçus comme des « feuilles de route » imposées, avec des indicateurs chiffrés à atteindre correspondant aux évaluations nationales, généralisées à tous les niveaux de l'élémentaire. Ils hiérarchisent les savoirs, imposent l'acquisition de procédures automatisées à un rythme soutenu en lieu et place de la construction du sens. Conçus pour un·e élève "standard" en réussite, issu·e de classes sociales culturellement favorisées, ils creusent ainsi les inégalités. Ils prescrivent aussi des méthodes pédagogiques inadaptées et controversées, en particulier pour les élèves les plus en difficulté, faisant ainsi des enseignant·es de simples exécutant·es. Pour cette rentrée également, le programme national EVAR (Éducation à la Vie Affective, Relationnelle) dans le 1er degré, EVARS dans le 2nd degré, doivent se mettre en place. Pour la FSU, face aux inégalités grandissantes, aux troubles croissants de santé mentale, aux violences sexuelles et sexistes, ce programme est un outil incontournable pour éduquer et continuer à faire de l'école un rempart. Trop de retard a déjà été pris : il doit être généralisé et au plus vite intégré à la formation initiale et continue des personnels. Concernant la seconde partie de l'ordre du jour de ce CSASD, la FSU désapprouve le retrait d'emplois d'AED dans les écoles primaires, qui représentent de réels points d'appuis, en allégeant notamment la tâche des directrices et directeurs. Déshabiller le 1er degré pour redistribuer au 2nd degré, où les besoins sont bien sûr importants, n'est pas une solution. La FSU réclame plus de moyens AED, y compris pour le 1er degré, et non une gestion de la pénurie.

L'avenir d'un pays s'écrit dans son École, et, cette année encore, la FSU réclamera avec détermination d'autres et plus de moyens, afin de bâtir un projet ambitieux et optimiste pour celle-ci.